

# Éditorial

## La fin des élections précoûtées au Mexique

Les élections présidentielles mexicaines auront rarement été d'un grand intérêt. Le président en exercice nommé le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui est dûment élu. Si la popularité du PRI flanche, l'intimidation et la fraude donnent le coup de pouce nécessaire.



Cela a changé. Même si l'élection, dimanche, du candidat du PRI, M. Ernesto Zedillo, est assurée, la question de la fraude et de la magouille en général est devenue le thème d'une campagne qui sera la dernière du genre. Pendant une dizaine d'années, la libéralisation et la modernisation de l'économie ont dominé la politique. C'est maintenant au tour de l'intégrité politique et de la justice sociale.

Déjà, le Jour de l'an, une insurrection au Chiapas, la province la plus pauvre du sud du pays, a volé la vedette à l'entrée en vigueur de l'ALÉNA. L'Armée zapatiste de libération voulait souligner que, pour les Mexicains les plus pauvres, le libre-échange avec les USA et le Canada est plus une menace qu'une perspective de prospérité. L'Armée promet de reprendre les armes si la fraude domine les élections.

La politique économique ne divise plus les principaux partis. Les privatisations, l'ouverture des frontières et la dérégulation des marchés ont donné une nouvelle vigueur à l'économie, depuis une dizaine d'années. Le candidat de la gauche, M.

Cuahtemoc Cardenas, s'y était longtemps opposé en digne héritier de son père, le président Lazaro Cardenas, qui avait nationalisé l'industrie pétrolière dans les années 30. Mais au Mexique, comme ailleurs en Amérique latine, l'autarcie et le nationalisme économique sont dépassés.

M. Cardenas, comme un néo-travailliste anglais ou un néo-socialiste suédois, concentre sa campagne sur les façons d'améliorer l'économie de marché, de rendre la fiscalité plus équitable, notamment pour la classe moyenne, et de garantir emplois et salaires par une croissance économique élevée. Mais les chances de M. Cardenas sont minimes, car il cherche trop à plaire à la classe moyenne pour mobiliser la gauche.

M. Zedillo pourra passer son mandat à préparer les prochaines élections en luttant contre la corruption et en assainissant la vie politique. C'est en partie le prolongement de la réforme économique, car la corruption est un cancer qui fait autant de mal à l'économie qu'à la vie politique. Mais c'est aussi une attaque contre l'âme même du PRI qui a oublié, depuis longtemps déjà, comment fonctionnait un parti démocrate.

Les membres du PRI doivent accepter de bonne grâce qu'ils perdront un jour des élections, sinon les prochaines, du moins celles d'après. C'est la seule façon de garantir aux électeurs que le système électoral a effectivement été réformé. Aucun parti politique n'aime perdre des élections, mais tout parti qui sous-

crit au principe démocratique de l'alternance du pouvoir accepte de subir inévitablement une défaite électorale.

Dans des circonstances très différentes, en Afrique du Sud, le Parti national a accepté la perspective de la défaite. Cette honnêteté intellectuelle lui a permis d'être le deuxième parti dans la coalition gouvernementale au lieu d'être honni et marginalisé. Personne ne demande au PRI de préparer sa propre défaite, mais il doit reconnaître que son long monopole du pouvoir a privé de nombreux Mexicains de la représentation politique à laquelle ils avaient droit, aussi sûrement que si un apartheid quelconque avait existé au Mexique.

Si le prochain président veut accomplir une réforme politique aussi fondamentale que la récente réforme économique, il devra travailler avec les autres partis pour mettre en place un système électoral qui garantisse que chaque électeur peut voter pour le candidat de son choix, que sa voix est comptée et que son candidat peut siéger s'il est élu.

Ce n'est qu'une fois ce système mis en place que le PRI sera libre de chercher à gagner les élections. S'il veut continuer à choisir son candidat selon un procédé patriarcal, ce sera son affaire. Mais il y a gros à parier que les membres du PRI voudront un système de mise en candidature ouvert et concurrentiel, s'ils doivent se battre à armes égales contre les autres partis.

Frédéric WAGNIÈRE

### Bars barbares?

Le droit à la sérénité doit-il primer sur la liberté commerciale? Comment arbitrer entre les aspirations légitimes des résidents et les fluctuations naturelles de la vie urbaine, avec ses bouts de rues à la mode et ses bars.



Ces questions surgissent régulièrement à Montréal. Il y a quelques années, on a connu une mobilisation générale contre l'exploitation commerciale des «deuxième étages» dans le tronçon nord de la rue Saint-Denis. Un débat semblable a fait rage sur l'avenue du Parc. Et il y a un bon moment que les résidents des rues limitrophes au boulevard Saint-Laurent se plaignent de la multiplication des bars dans leur quartier.

Le débat a refait surface à l'occasion de l'adoption du nouveau règlement de zonage de Montréal, qui rassemble et modernise toutes les règles d'urbanisme en vigueur dans la métropole. L'un de ses nombreux articles lève le moratoire qui, depuis 1990, interdisait l'ouverture de nouveaux bars dans le Plateau Mont-Royal. Dorénavant, de nouveaux établissements pourront être ouverts, mais à des conditions très strictes.

Mis à part un «trou» législatif qui permet de contourner les limites municipales en ouvrant des salles de billard avec consommation d'alcool, la nouvelle réglementation de la Ville est pleine de bon sens. Par définition, le moratoire sur les nouveaux bars n'offrait qu'une solution temporaire. Fallait-il couler l'interdiction dans le ciment d'un règlement définitif?

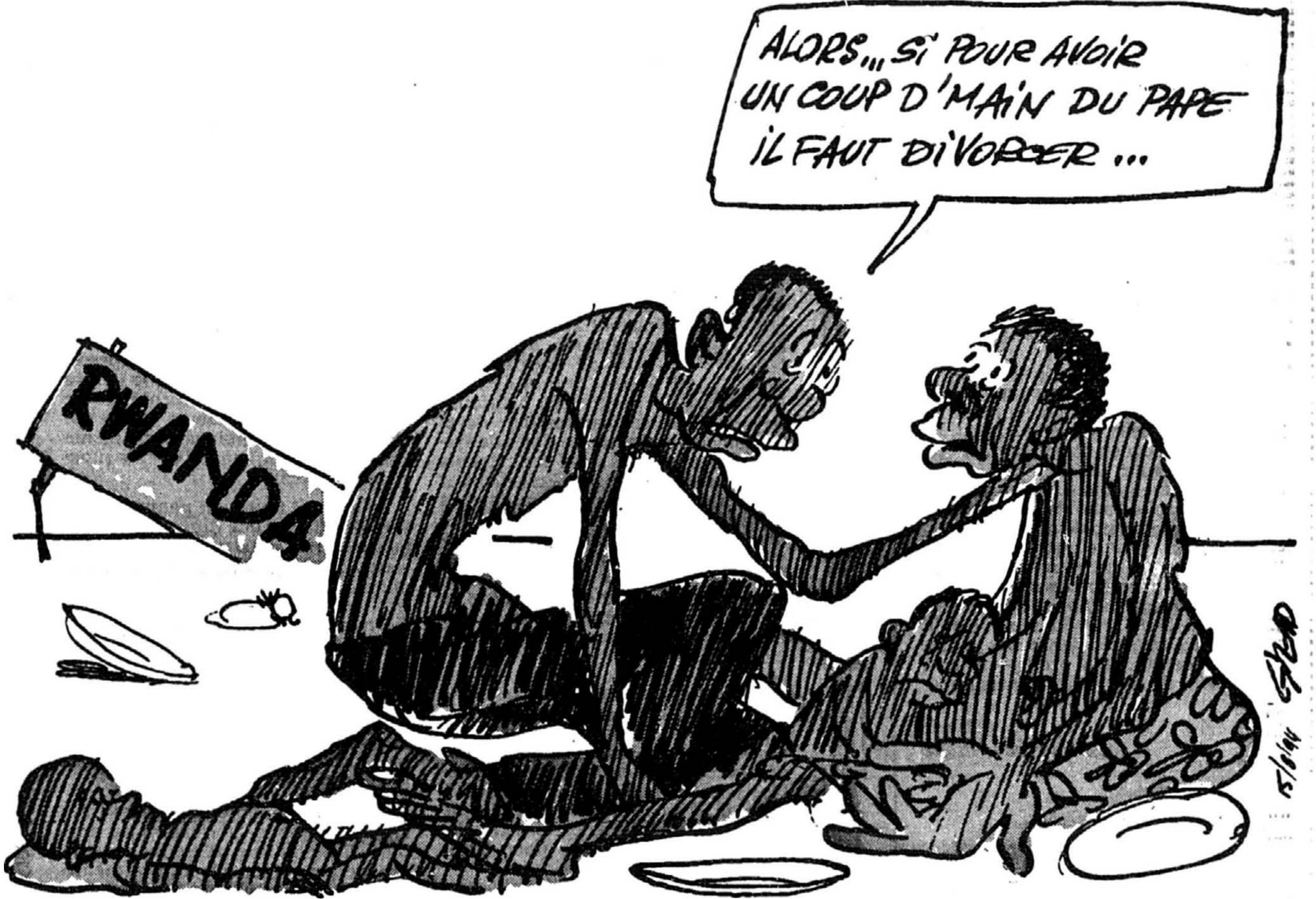
Surtout pas. Le Plateau, ce n'est pas Brossard. Les gens qui s'y installent le choisissent aussi pour sa vie grouillante, ses cafés, son activité, ses lieux de rencontre improvisés dont la popularité tient du mystère. Ces zones de popularité ont tendance à se déplacer un peu au fil des ans, mouvance urbaine que l'on peut difficilement figer dans un corset intégral.

Le règlement tel qu'il est n'est pas parfait, mais il est perfectible, notamment sur la question des billards. Pour le reste, de nouveaux bars pourront ouvrir, mais à la condition de ne pas surcharger le quartier. L'arbitrage est réussi. Ceux qui lancent la pierre à la Ville devraient se demander s'ils aimeraient autant le Plateau sans ses surprises urbaines et sans sa bruyante, et parfois dérangeante, vitalité.

Agnès GRUDA

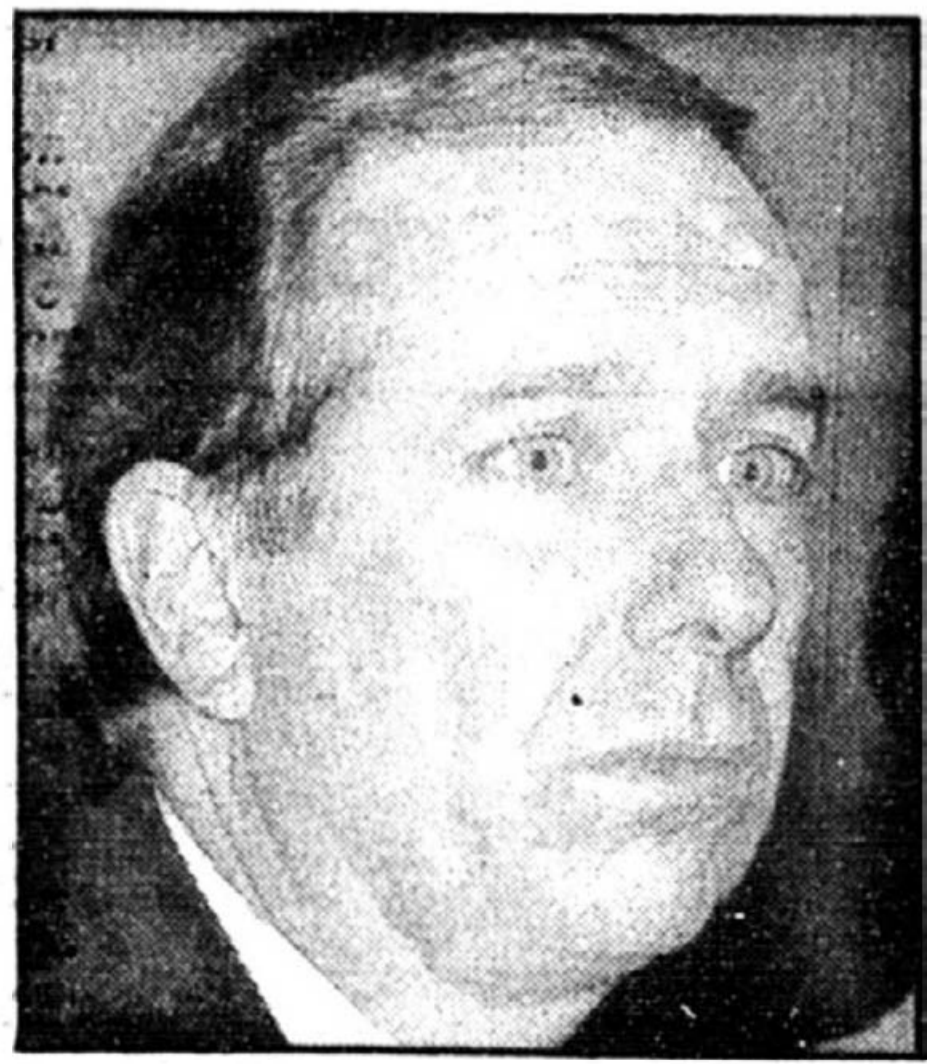
### JEAN-PAUL II TEND LA MAIN AUX DIVORCÉS

— REUTER (CITÉ DU VATICAN)



DOITRES RÉSERVÉS

### La boîte aux lettres



Daniel Johnson

### Le PQ nous convie à une lutte à finir

Certains propos récents du vice-président du Parti québécois, Bernard Landry, me font dire qu'il serait peut-être préférable pour le Québec de se donner du temps et de poursuivre ses luttes historiques pour étendre ses pouvoirs à l'intérieur du système fédéral, plutôt que de s'engager dans la voie de l'accession à sa pleine souveraineté, telle que proposée par le PQ.

Parlant des résultats du référendum sur la souveraineté, M. Landry a déclaré: «Un NON serait un dérapage inimaginable vers l'État unitaire (...). Les Québécois ne prendront pas ce risque.» On peut se demander comment M. Landry peut considérer inraisonnable un NON au référendum, alors que tous les sondages révèlent que les Québécois sont majoritairement défavorables à la souveraineté. La réponse est simple. Après l'élection du Parti québécois, il estime que les jeux seront faits et que le processus sera irréversible.

Le scénario est assez simple. Après quelques mois au pouvoir, le PQ aura fait adopter par l'Assemblée nationale une déclaration solennelle affirmant «la volonté du Québec d'accéder à sa pleine souveraineté». Il aura aussi envoyé des émissaires officiels à Ottawa et à Washington pour amorcer des négociations sur les modalités de la souveraineté et le libre-échange. Les émissaires seront revenus avec des réponses à peu près identiques: le reste du Canada veut qu'un référendum sur la souveraineté soit d'abord organisé au Québec et annonce qu'il compte y prendre une part active.

La position du fédéral aura été reçue comme un ultimatum et le gouvernement du Parti québécois capitalisera sur la situation. Il fera notamment valoir qu'en refusant de reconnaître le pouvoir de l'Assemblée nationale et de négocier de bonne foi les modalités de l'accession du Québec à la souveraineté, le gouvernement fédéral et les autres provinces lancent un défi aux Québécois qui veulent majoritairement que de telles négociations aient lieu (les sondages l'auront montré).



Jacques Parizeau

### « Aux âmes bien nées, la valeur... »

Monsieur Gravel,

Je veux réagir à votre éditorial du jeudi 4 août, lorsque vous déclarez que, «pour ne pas galvauder l'essence même de la démocratie», il est nécessaire que le débat des chefs se fasse à deux seulement. Faire cette déclaration sous le couvert de la démocratie, c'est faire la preuve de votre mauvaise foi.

Jamais, je n'ai vu sous la plume d'un éditorialiste un tel parti pris et si peu de souci de l'éthique journalistique. J'ai toujours pensé qu'un journaliste devait se donner pour mission de défendre la libre expression des idées et le droit du citoyen à l'information, lesquels sont l'essence même de la démocratie. Je viens de constater que ce n'est pas vrai pour tous, en tous cas pas pour vous. Mais je veux bien croire que vous êtes l'exception à la règle, sinon ce serait désespérant pour l'avenir de la démocratie au Québec.

Avec une gratuité abusive, vous essayez de ridiculiser le chef de l'Action démocratique du Québec en invoquant sa jeunesse, comme si la jeunesse et l'intelligence ne pouvaient coexister. Sachez que Mario Dumont n'est pas, selon vos propres mots, «un petit dernier qui veut jouer avec les grands», (à propos, quels grands?) mais plutôt un jeune leader courageux qui a le mérite d'offrir enfin une troisième voie à tous ceux qui, comme moi, sont déçus des performances des gouvernements précédents. Il s'occupe de politique active depuis ses années de cégep et, malgré son jeune âge, il possède une expérience politique que plusieurs pourraient lui envier.

Pour rester fidèle à ses convictions et par souci d'intégrité, il a préféré quitter le Parti libéral qui ne correspondait plus à ses aspirations pour fonder ce nouveau parti qui représente son idéal démocratique. Et, pour le moment, nous sommes bien forcés de reconnaître que son parti est le seul à offrir un véritable programme à la population.

Ces quelques raisons suffisent à elles seules pour, non seulement permettre

sa participation au débat des chefs, mais pour l'y inviter poliment. Et vous me permettez d'ajouter à la suite de Corneille cette célèbre phrase qui convient particulièrement bien à la personnalité de Mario Dumont: «Aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années.»

Gisèle MOREAU  
Rivière-du-Loup

### Le sens de la soupe

En regardant un récent débat entre Messieurs Charbonneau et Chevrette, je n'ai pu m'empêcher de songer au temps glorieux des années 70 où ces deux personnages dirigeaient les destinées de la Centrale de l'Enseignement du Québec, dont j'étais membre.

A cette époque, Monsieur Chevrette, en tant que chef de grève, nous avait fait combattre le méchant gouvernement libéral de Robert Bourassa. Puis il entra en politique, pour les intérêts supérieurs de la nation, bien sûr! Lors des affrontements et des coupures de salaire, en 1982-1983, ce charmant garçon vota avec son gouvernement, contre les syndicats qui lui avaient procuré la notoriété requise pour obtenir son poste de ministre. De plus, lorsque René Lévesque assimila le corps enseignant à une bande de fainéants, je ne me souviens pas de l'avoir vu jouer aux vierges offensées, comme il le fait maintenant. En passant, le négociateur patronal, lors de la ronde de 1982, était nul autre que Lucien Bouchard.

Quant au camarade Charbonneau, qui, avec mes cotisations et contre mon gré, publiait le «Manuel du 1er mai» et autres inepties de la même eau, tout le monde se souvient de son emprisonnement avec les deux autres membres de la Sainte Trinité syndicale. Pour un peu à l'époque, en écoutant nos cadres syndicaux marxistes léninistes avec-compte-de-dépenses, nous étions à un cheveu de devenir le Chili d'après Allende. Et voilà que les libéraux, version 1994, en font leur candidat vedette. Comme le disait Jean Louis Gagnon dans ses mémoires, les Québécois ont toujours eu le sens de la soupe...

Pierre GOYETTE  
Brossard

### Des fédéralistes «par entêtement»

M. Daniel Johnson,

Homme d'affaires et actif dans plusieurs organisations d'affaires et sociales, je me suis toujours fait un devoir de défendre «l'intelligence» du fédéralisme et ce jusqu'à Meech et même jusqu'à Charlottetown. Cependant, après le rejet de ma «différence» par mes collègues «Canadiens» (n'en déplaise à M. Hébert, je ne suis pas un naïf), mon raisonnement fédéraliste s'est laissé avoir par mes émotions nationalistes.

Jusqu'à ces derniers jours, quand je voyais les Harel, les Lorraine Pagé, les Larose et autres hurluberlus défendre «la cause», ma raison reprenait le dessus. Cependant, grâce à vous M. Johnson, avec la venue de votre candidat vedette, l'ex-anarchiste et toujours opportuniste Yvon Charbonneau, je me sens maintenant bien à l'aise, tout comme un grand nombre de mes confrères d'affaires, dans la voie de la séparation. Nous essayons surtout d'éviter d'être fédéralistes par entêtement comme le sont les Trudeau, Hébert et Bourassa.

André LAURENT  
Anjou

Monique FRENETTE  
Saint-Hubert